



Consultations en ligne du gouvernement du Canada Budget fédéral 2011 Réponses de l'ACTU

L'économie du Canada est dans la bonne voie – nous sommes bien partis pour assurer la reprise économique et l'équilibre budgétaire. Mais l'économie mondiale est fragile et beaucoup trop de Canadiens sont encore à la recherche d'un emploi. Quelles sont les mesures n'entraînant pas de coûts supplémentaires ou n'ayant aucune incidence financière que le gouvernement fédéral devrait prendre dans le prochain budget pour créer des emplois et promouvoir la croissance économique, et ce, sans mettre de côté son objectif d'atteindre l'équilibre budgétaire?

ACTU : En atténuant la congestion, les villes canadiennes pourraient améliorer leur productivité et générer une croissance économique forte et soutenue. De nombreuses études ont démontré que la congestion dans nos villes se traduit chaque année par plusieurs milliards de dollars en perte de productivité. Un moyen efficace pour régler ce problème consiste à stimuler l'achalandage du transport en commun, grâce à des incitatifs amenant la population active à utiliser chaque jour ce moyen de transport. En modifiant la *Loi de l'impôt sur le revenu* pour permettre aux contribuables canadiens de recevoir une exemption fiscale pour les avantages fournis par l'employeur en matière de transport en commun, le gouvernement instaurerait une initiative claire et à faible coût en faveur de ce mode de transport. Plus intéressant encore, cette mesure pourrait même n'avoir aucune incidence financière, car elle produirait une baisse du nombre de personnes qui réclament actuellement le crédit d'impôt pour le transport en commun (certains usagers privilégieraient cette exemption fiscale au crédit d'impôt). Cette nouvelle mesure accompagnerait parfaitement l'actuel crédit d'impôt pour le transport en commun, car elle offrirait aux Canadiens des options supplémentaires en matière de mobilité durable, tout en allégeant le fardeau fiscal des contribuables canadiens.

Le Canada est sur la bonne voie pour atteindre l'équilibre budgétaire en 2015-2016. Ce délai est-il approprié? Le gouvernement fédéral devrait-il essayer de parvenir plus tôt à l'équilibre? Le délai devrait-il être reporté?

ACTU : Le gouvernement fédéral devrait combler le déficit existant d'une manière sérieuse et responsable. Par ailleurs, la lutte au déficit ne devrait pas entraver notre capacité de régler d'autres problèmes cruciaux tels que la productivité, notre capacité à innover et notre actuel déficit d'infrastructures. Les investissements requis dans l'industrie du transport en commun pour la période 2010-2014 sont estimés à 53,5 milliards de dollars (toutes sources de financement confondues). Des coupes sombres dans les investissements dans ce secteur affecteraient gravement notre capacité de répondre à la demande croissante et d'offrir des options de mobilité plus efficiente pour les Canadiens. Non seulement ces coupes seraient très préjudiciables pour les services de transport en commun offerts aux Canadiens, mais elles auraient également un effet négatif sur les fabricants et les fournisseurs canadiens dans ce secteur. N'oublions pas que le secteur canadien de fabrication de matériel de transport en commun est un leader mondial. Les investissements doivent tenir compte de l'amélioration de la situation économique, et ils devraient augmenter lorsque le déficit sera jugulé et que l'économie se redressera. Le calendrier pour l'atteinte de l'équilibre budgétaire doit être ajusté en fonction des nouvelles données et statistiques sur l'état de la reprise quand elles seront disponibles. Il est également essentiel de surveiller l'économie mondiale et de voir comment les autres pays adaptent leurs budgets. Ainsi, on assurera la productivité et la compétitivité des villes canadiennes grâce à une mobilité accrue.

Le gouvernement devrait toujours gérer judicieusement l'argent des contribuables afin d'en assurer l'optimisation. Le gouvernement veille toujours à contenir les dépenses. Il veille aussi à ce que celles-ci soient effectuées de la manière la plus efficiente et la plus efficace possible. Selon vous, quels sont les secteurs où le gouvernement fédéral peut accroître son efficacité et son efficacité?

ACTU : Le faible taux de productivité du Canada fait constamment l'objet d'analyses et de couverture médiatique. Il est bien connu que nous devons améliorer notre rendement pour attirer de nouveaux investisseurs étrangers, générer davantage d'investissements privés nationaux et internationaux et accroître notre compétitivité sur la scène internationale. L'augmentation des investissements dans l'enseignement supérieur, l'accent mis sur l'innovation, des politiques budgétaires saines et une mobilité accrue des personnes et des biens partout au pays ne sont que quelques exemples de mesures allant en ce sens. Mais en période de difficultés économiques, il est essentiel de cibler les secteurs qui profiteront au pays rapidement et à long terme. Comme le premier ministre Harper l'a récemment déclaré, « l'amélioration des transports en commun a de réelles retombées économiques à long terme. [...] De toutes les solutions, la meilleure est le transport en commun. C'est le seul domaine où les investissements intelligents dans les infrastructures peuvent faire une grande différence » [traduction libre]. L'impact économique des investissements dans les transports au Canada est estimé à au moins 11,5 milliards de dollars par année. Dans ce contexte, la mobilité doit être considérée comme un élément essentiel pour stimuler la productivité du Canada. Les villes sont des agents économiques importants et celles qui offrent des options de mobilité fluide et efficace ont un avantage concurrentiel sérieux.

Quelles devraient être les priorités du Canada à court et à long terme en vue de favoriser la croissance du secteur privé et le leadership dans le domaine de l'économie?

ACTU : Bien que positive, la reprise économique demeure lente et fragile. Dans ce contexte, le Canada doit privilégier les investissements qui auront des impacts simultanément à court, moyen et long termes. Investir dans le transport en commun permettra d'atteindre cet objectif. Les investissements fédéraux pour remplacer les infrastructures de transport en commun et en construire de nouvelles créeront immédiatement des emplois dans le secteur de la construction et chez les fabricants et les fournisseurs canadiens. Ces investissements augmenteront l'achalandage dans le transport en commun, réduiront les embouteillages et les émissions de gaz à effet de serre, amélioreront la densité urbaine et offriront des options de mobilité multiples aux citoyens. À long terme, cela augmentera notre productivité, stimulera l'innovation, rendra les villes canadiennes plus concurrentielles dans leur recherche de nouveaux investisseurs, améliorera la qualité de l'air, réduira les coûts des soins de santé, connectera les collectivités, permettra une utilisation plus efficace de l'espace urbain et en définitive améliorera la qualité de vie des Canadiens. En outre, des fonds supplémentaires pour la recherche et le développement (R et D) devraient être disponibles. Déjà des leaders mondiaux dans leur secteur, les fabricants canadiens exportent beaucoup de matériel de transport en commun dans le monde entier. Afin que nos entreprises demeurent parmi les meilleures et offrent les technologies les plus récentes et les plus écologiques, le gouvernement devrait renforcer leur capacité d'investir dans la R et D et d'offrir à un marché mondial en croissance les meilleurs produits qui soit pour le transport en commun.